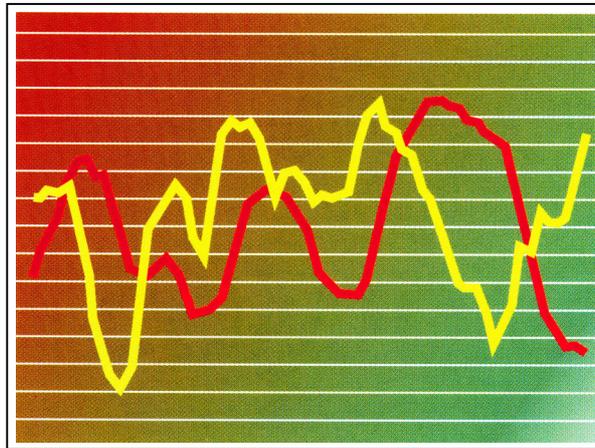


# NOTE DE CONJONCTURE

---

MARS 2006





# ***NOTE DE CONJONCTURE***

**Mars 2006**

© Insee 2006



[www.insee.fr](http://www.insee.fr)

Les notes de conjoncture sont disponibles dès leur parution sur le serveur internet de l'Insee dans la rubrique *Conjoncture - Analyse de la conjoncture*.

ISSN 0766-6268

Impression d'après documents fournis  
JOUVE - PARIS

#### ■ Directeur de la publication

Jean-Michel Charpin

#### ■ Rédacteurs en chef

Michel Devilliers  
Karine Berger  
Laurent Clavel  
Frédéric Tallet

#### ■ Contributeurs

Franck Arnaud  
Séverine Arnault  
Céline Arnold  
Patrick Aubert  
Marlène Bahu  
José Bardaji  
Muriel Barlet  
Anne-Juliette Bessone  
Olivier Biau  
Vincent Bonnefoy  
Frédéric Brouillet  
Franck Cachia  
Raphaël Cancé  
Véronique Cordey  
Laure Crusson  
Thierry Deperraz  
Olivier Dorothée  
Olivier Filatriau  
Christine Fluxa  
Philippe Gallot  
Véronique Guihard  
Sylvain Heck  
Thomas Le Barbanchon  
Claudie Louvot  
Virginie Meyer  
Marie-Dominique Minne  
Jérémi Montornes  
Guillaume Mordant  
Benoît Ourliac  
Bertrand Pluyaud  
Hélène Poncet  
Cyril Rebillard  
Sophie Renaud  
Vivien Roussez  
Philippe Scherrer  
Ludovic Subran  
Marguerite Sylvander  
Thierry Ziliotto

#### ■ Secrétariat de Rédaction

Karl Even

#### ■ Secrétariat

Samuel Berté  
Nelly Cousté

#### ■ Mise en page

Denise Maury-Duprey  
Maria Diaz  
Dominique Michot

*Rédaction achevée le 17 mars 2006*

# SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

## DANS UN CONTEXTE TOUJOURS PORTEUR

- Vue d'ensemble . . . . . 9

## DOSSIERS

- Analyse de la conjoncture du bâtiment depuis 1980 et construction d'un indicateur de retournement . . . . . 17
- Faut-il avoir peur de la faiblesse des taux longs obligataires ? . . . . . 31

## FICHES THÉMATIQUES

### INTERNATIONAL

- Conjoncture internationale . . . . . 49
- Environnement international de la zone euro . . . . . 51
- Conjoncture dans la zone euro . . . . . 57
- Prix à la consommation au sein de la zone euro . . . . . 64
- Pétrole et matières premières . . . . . 70
- Financement de l'économie . . . . . 74

### FRANCE

- Échanges extérieurs . . . . . 79
- Éléments du compte des administrations publiques . . . . . 83
- Prix à la consommation . . . . . 86
- Emploi . . . . . 90
- Chômage . . . . . 95
- Salaires . . . . . 98
- Revenus des ménages . . . . . 100
- Consommation et investissement des ménages . . . . . 104
- Investissement . . . . . 106
- Stocks . . . . . 109
- Production . . . . . 111
- Résultats des entreprises . . . . . 118

## COMPTE ASSOCIÉ

### Encadrés

- Éléments d'interprétation du dynamisme des importations en produits manufacturés en 2005 . . . . . 13
- Comparaison des performances économiques Royaume-Uni / Zone euro . . . . . 55
- Détecte-t-on un décalage conjoncturel dans l'industrie entre les grands pays de la zone euro depuis 2005 ? . . . . . 62
- Des "petits pays" aux prix costauds... . . . . . 68
- Un déficit commercial élevé, de -33,9 milliards d'euros CAF-FAB, dû à la facture énergétique, mais aussi aux échanges de produits manufacturés . . . . . 82
- Retour sur les contrats aidés en 2005 . . . . . 93
- Une première estimation des effets économiques de la grippe aviaire en France . . . . . 114
- Retour sur la conjoncture de l'industrie automobile française . . . . . 116

# Dans un contexte toujours porteur

*Une croissance modeste au quatrième trimestre de 2005, due à un repli de la production manufacturière, notamment automobile, est venue souligner la fragilité de l'activité dans l'industrie. Il est vrai que ce secteur est le plus concerné par les difficultés de notre commerce extérieur. Pour la deuxième année consécutive, les échanges extérieurs ont comptablement soustrait en 2005 un point à la croissance annuelle, l'augmentation des exportations (+ 3,2%) restant en retrait de la demande mondiale tandis que les importations progressaient vivement (+ 6,6 %). Ainsi en 2005 la croissance, également affectée par une baisse de la production agricole, a été moins forte qu'en 2004. Pourtant la demande intérieure n'a guère faibli. L'investissement des entreprises a progressé de 3,7 %, celui des ménages de 3,1 % et surtout la consommation des ménages est restée le principal moteur de la croissance en augmentant de 2,1 %. Cette évolution a été favorisée par un recul progressif du taux de chômage, revenu à 9,6 % en fin d'année (contre 10 % fin 2004), et par une progression modérée de l'emploi salarié marchand (+50 000). Elle a également bénéficié de la maîtrise de l'inflation : les prix à la consommation n'ont augmenté que de 1,5% en 2005, malgré le choc pétrolier.*

*Au début de 2006, l'environnement international est encore porteur. Tant aux États-Unis qu'en Asie, la croissance reste vive. La zone euro en profite, les effets négatifs de la forte appréciation passée de l'euro étant pour l'essentiel derrière nous. Le cours de la monnaie unique est en effet stable au voisinage de 1,20 dollar. En zone euro comme aux États-Unis, les marchés anticipent d'autres relèvements des taux d'intervention. Mais l'impact de ce resserrement est encore limité, notamment parce que les taux longs n'ont que faiblement augmenté. Ainsi, en zone euro, les enquêtes de conjoncture témoignent d'une activité dyna-*

*mique, l'amélioration du climat des affaires étant particulièrement nette en Allemagne. En France, l'accroissement des commandes en provenance de l'étranger devrait générer une accélération des exportations, malgré nos difficultés d'adaptation à la structure de la demande mondiale. Par ailleurs, la consommation des ménages continuerait d'augmenter dans l'hexagone. Dans un contexte de stabilisation du taux d'épargne, elle reposerait sur une progression du pouvoir d'achat, qui bénéficierait du recul de l'inflation. Après une pointe en janvier, le glissement annuel des prix reviendrait à 1,6 % en juin. Sous l'effet notamment de la remontée des taux d'intérêt, la demande de logement commencerait à plafonner. Mais la progression de l'activité dans le bâtiment resterait forte, en raison des très nombreuses mises en chantier de la fin 2005. Ainsi, au premier semestre, le PIB augmenterait sur un rythme annualisé un peu supérieur à 2 %. Les importations conserveraient une tendance soutenue (6 % en rythme annualisé), mais moins vigoureuse qu'à la fin de l'année dernière. L'emploi salarié marchand, affecté au premier trimestre par le contre-coup de la faible croissance de la fin de 2005, progresserait de 25 000 au premier semestre. Mais, avec l'apport de l'emploi non marchand, notamment aidé, l'emploi total augmenterait d'environ 100 000 sur la même période. Conjugée avec le ralentissement de la population active tendancielle, cette progression permettrait une poursuite du recul du taux de chômage (9,2 % en juin).*

*Un aléa positif sur ces perspectives réside dans un redémarrage plus vigoureux de l'économie allemande, en accord avec les perspectives très optimistes actuellement formulées par les entrepreneurs d'outre-Rhin. À l'inverse, une économie mondiale dynamique maintient des risques de poussées des prix du pétrole et des autres matières premières. ■*

En France, si les résultats du quatrième trimestre 2005 confirment à nouveau la solidité des demandes des ménages et des entreprises, ils montrent aussi le danger que leurs décalages par rapport aux autres demandes intérieures européennes se révèlent plus profitables aux importations qu'à la production nationale. En dépit des difficultés entourant les deux faces du commerce extérieur, la croissance de l'activité française, qui a ralenti en 2005, s'instaurerait, début 2006, sur un rythme annualisé un peu supérieur à 2,0%.

## Une économie mondiale allant mais au sein de laquelle les déséquilibres perdurent

La plage de fluctuation du pétrole est centrée depuis plusieurs semaines autour de 60 dollars le baril, après une hausse tendancielle du cours du Brent de 3 dollars par trimestre depuis 2003. L'évolution à court terme du prix du baril reste plus que jamais suspendue à celle de différentes crises qui affectent actuellement le marché pétrolier. Toutefois, compte tenu des dernières cotations observées et d'une offre anticipée capable a priori de répondre à la demande, une stabilisation à 60\$ est retenue comme hypothèse sur l'ensemble de la période de prévision<sup>(1)</sup>. A ces tensions s'ajoutent en outre depuis peu les fortes progressions d'autres matières premières : c'est notamment le cas des produits dérivés du pétrole, mais aussi des métaux. Dans ce contexte, les prix à la production augmentent sensiblement depuis la mi-2005 dans la plupart des pays industrialisés tandis que la facture énergétique s'alourdit. Ainsi, la facture énergétique française a augmenté, passant de -2,1 points de PIB en 2004 à -2,6 points en 2005.

Pour autant, l'économie mondiale resterait allante au premier semestre de 2006. La bonne orientation des perspectives d'activité dans toutes les régions

du monde confirme bien que les conséquences du relèvement des prix pétroliers, si elles sont tangibles, se révèlent à ce stade circonscrites. En particulier, les pressions concurrentielles continueraient de limiter les risques de développement généralisé de l'inflation.

En l'absence d'effet de second tour du choc pétrolier, les conditions de financement demeurent logiquement globalement attractives. A l'horizon de la mi-2006, de nouvelles remontées de taux d'intérêt sont anticipées par les marchés de part et d'autre de l'Atlantique. Néanmoins, comme c'est le cas jusqu'à présent, les taux d'intérêt à long terme demeureraient peu affectés par les hausses de taux directeurs jusqu'en milieu d'année (cf. dossier p. 31 : « Faut-il avoir peur de la faiblesse des taux longs obligataires ? »).

En dépit de ce contexte favorable, les divergences de performance entre pays industrialisés perdureraient. Cette orientation alimenterait les décalages toujours plus profonds d'évolution des soldes extérieurs, peu cohérents avec la grande inertie des marchés des changes ces derniers mois<sup>(2)</sup>.

Les demandes intérieures américaine, et dans une moindre mesure nippone et britannique, contrasteraient toujours avec celle attendue en zone euro. Ce sont avant tout les divergences dans les dynamiques des revenus réels et, plus marginalement, dans l'amplitude des cycles d'investissement qui seraient à l'origine de ces différences. Notamment, aux États-Unis, au Japon et au Royaume-Uni, les demandes intérieures se renforceraient encore. Dans

(1) Soit une moyenne de 61\$ et 60\$ respectivement aux premier et deuxième trimestres de 2006.

(2) Le taux de change euro/dollar a été stabilisé à 1,20 sur l'ensemble de la période de prévision, soit un niveau proche de son cours actuel.

### FRANCE : ÉQUILIBRE RESSOURCES-EMPLOIS EN VOLUME

(aux prix de 2000, données cvs-cjo, moyennes trimestrielles ou annuelles, en %)

		2004				2005				2006		2004	2005	2006 acquis
		1 <sup>er</sup> T.	2 <sup>e</sup> T.	3 <sup>e</sup> T.	4 <sup>e</sup> T.	1 <sup>er</sup> T.	2 <sup>e</sup> T.	3 <sup>e</sup> T.	4 <sup>e</sup> T.	1 <sup>er</sup> T.	2 <sup>e</sup> T.			
<b>PIB</b>	(100%)	<b>0,5</b>	<b>0,7</b>	<b>0,0</b>	<b>0,7</b>	<b>0,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,7</b>	<b>0,2</b>	<b>0,6</b>	<b>0,5</b>	<b>2,1</b>	<b>1,4</b>	<b>1,5</b>
Importations	(28%)	0,6	3,6	1,7	1,0	0,9	1,4	2,7	2,4	1,6	1,5	6,1	6,6	6,4
Dépenses de consommation des ménages	(54%)	0,7	0,8	-0,2	1,3	0,6	-0,2	0,7	0,7	0,7	0,6	2,3	2,1	2,0
Dépenses de consommation des APU*	(24%)	0,7	0,8	0,0	0,6	0,0	0,2	1,2	0,4	0,5	0,6	2,7	1,5	1,8
FBCF totale	(19%)	-0,4	1,1	-0,4	1,3	1,5	0,0	1,1	0,7	0,6	0,9	2,1	3,3	2,3
dont : ENF	(11%)	-0,4	1,4	-0,8	1,7	2,0	-0,6	1,4	1,0	0,5	1,0	2,4	3,7	2,5
Ménages	(5%)	0,4	1,6	0,5	0,8	0,7	1,1	0,4	0,5	0,8	0,9	3,1	3,1	2,3
Exportations	(29%)	-0,1	1,2	0,0	1,1	-0,5	1,0	3,2	0,9	1,8	1,3	2,2	3,2	5,4
Demande intérieure hors stocks		0,5	0,8	-0,2	1,1	0,6	0,0	0,9	0,6	0,6	0,6	2,3	2,2	2,0
Variations de stocks		0,3	0,6	0,7	-0,5	0,0	0,2	-0,3	0,1	-0,1	0,0	0,8	0,2	-0,1
Commerce extérieur		-0,2	-0,7	-0,5	0,0	-0,4	-0,2	0,1	-0,5	0,0	-0,1	-1,1	-1,0	-0,4

■ Prévision

\* Dépenses de consommation des APU et des ISBLSM.  
Entre parenthèses : poids en 2000.

les trois pays, les créations d'emplois s'intensifieraient et les salaires conserveraient leur élan, ce qui permettrait une accélération des rémunérations salariales. Ce contexte favorable serait propice à l'investissement, d'autant que les perspectives des entrepreneurs à l'exportation demeurent elles aussi globalement bien orientées. Au total, les rythmes de croissance annualisés seraient de 4,2% aux États-Unis, 3,0% au Japon et 2,2% au Royaume-Uni au premier semestre de cette année.

### Les évolutions disparates au sein des pays de la zone euro commenceraient à s'estomper

En zone euro, les résultats du quatrième trimestre attestent de la fragilité du rebond amorcé mi-2005, dans l'attente de la consolidation des déterminants internes de la croissance. La production industrielle a ralenti, rognée par une demande extérieure hésitante et un recul de la consommation des ménages (-0,2%), accentuant encore les décalages industriels au sein de la zone. Alors que la production industrielle déclinait en France et en Italie, en Allemagne elle rebondissait vivement. Pour autant, outre-Rhin, la faiblesse de la demande domestique continuait de l'emporter sur les performances extérieures : du fait de l'effondrement de la consommation des ménages, l'activité a stagné.

Début 2006, les enquêtes de conjoncture dans l'industrie témoignent d'une amélioration significative du climat des affaires au sein de la zone euro. Les disparités nationales de croissance s'estomperaient graduellement ; notamment, le PIB allemand progresserait au même rythme que celui de la zone à la faveur de la reprise de la construction et du soutien ponctuel de la coupe du monde de football à la consommation ; en Italie la croissance serait légèrement inférieure (cf. encadré p. 62 : « Détecte-t-on un décalage conjoncturel entre les grands pays de la zone euro depuis 2005 ? »).

La consommation privée en zone euro se redresserait mais ses fondamentaux resteraient ternes, essentiellement du fait de la situation allemande. La reprise modérée de l'emploi et la stagnation des salaires en termes réels se traduiraient par un revenu des ménages peu allant. En revanche, l'inflation devrait graduellement se dégonfler au premier semestre 2006 (+2,1% en juin 2006, contre +2,2% en décembre 2005).

Une franche reprise du cycle d'investissement demeure suspendue aux évolutions globales du commerce extérieur de la zone euro. Les bonnes performances allemandes sont à ce stade compensées par la lente détérioration des positions française et italienne. Au total, la croissance du PIB atteindrait 0,5% par trimestre et l'acquis de croissance en milieu d'année serait de 1,6%.

### La production industrielle française bute sur les incertitudes entourant le commerce extérieur

La modeste progression du PIB français au quatrième trimestre (0,2%) vient essentiellement de la stagnation de la production industrielle, avec un fort recul automobile, à relier à la fois à la percée des importations manufacturées et à la fragilité des exportations.

Les incertitudes quant à la résistance de la compétitivité du commerce extérieur de la France, dans un contexte de gains permanents de parts de marché de son principal partenaire commercial (Allemagne), se sont renforcées l'an passé. La croissance des exportations de produits manufacturés a été relativement décevante (+2,3% en moyenne annuelle), en dépit d'une demande mondiale robuste (+ 5,5% en moyenne par rapport à 2004) et d'une petite dépréciation de l'euro. L'effritement des parts de marché est particulièrement sensible dans les ventes de l'industrie automobile et de biens intermédiaires, avec pour miroir une stagnation de la production dans ces deux branches (cf. encadré p.116 « Retour sur la conjoncture de l'industrie automobile française »).

Même si les exportateurs français ne devraient pas regagner les parts de marché cédées, début 2006 les exportations manufacturières françaises rebondiraient vivement (+2,5% au premier trimestre puis +1,6%), portées par une demande européenne plus favorable. Pour autant, l'expansion têtue des importations manufacturées (+7,5% en moyenne annuelle en 2005) continuerait de contrecarrer le soutien du commerce extérieur à la croissance.

Le dynamisme des achats à l'étranger découle en partie de l'orientation de la demande vers des produits à fort contenu en importations, comme les produits électriques et électroniques, l'habillement et certains biens d'équipement. En outre, la hausse des importations en 2005 a été poussée par des évolutions de prix peu favorables à la France (cf. encadré p. 13 : « Éléments d'interprétation du dynamisme des importations en produits manufacturés en 2005 »). Début 2006, la plus grande retenue de l'investissement des entreprises devrait infléchir temporairement le rythme de croissance des importations de produits manufacturés à +2,0% environ par trimestre ; pour autant, l'acquis de croissance des importations manufacturées en milieu d'année s'élèverait déjà à +8,5%.

### Des entreprises toujours circonspectes sur leurs perspectives d'investissement

La morosité industrielle semble conduire les entreprises à différer certains programmes d'investissement : ils ralentiraient légèrement au cours du premier trimestre de 2006 (+0,5% sur cette période) après le fort rebond enregistré au second semestre 2005. Au deuxième trimestre, les dépenses d'équi-

pement retrouveraient un niveau de croissance moyen en lien avec des conditions de financement toujours favorables et une légère remontée des tensions sur l'appareil productif ; le raffermissement récent de l'investissement en construction et en travaux publics se confirmerait. La croissance globale de l'investissement resterait toutefois très inférieure à ce qu'elle a été à la fin des années 90.

Surtout, les difficultés industrielles affectent aussi le comportement de stocks des entrepreneurs. Notamment, les industriels du secteur de l'automobile ont procédé à des déstockages massifs au quatrième trimestre de 2005 (-0,3 point). D'après les enquêtes de conjoncture, les stocks d'automobiles sont jugés plus lourds que ceux de l'ensemble de l'industrie. Aussi, une contribution de nouveau légèrement négative des stocks est attendue début 2006.

### **La progression de l'emploi total à l'issue du premier semestre 2006 serait portée par la montée en charge des emplois aidés, ramenant le taux de chômage à 9,2% en milieu d'année**

Les remous industriels n'ont qu'une influence mineure sur le marché du travail. Le repli du taux de chômage en 2005 (9,6% en décembre contre 10,1% en janvier) accompagne la progression de l'emploi total de +85 000 emplois sur l'ensemble de l'année 2005. A l'issue du premier semestre de 2006, l'emploi total continuerait d'accélérer avec environ +110 000 postes supplémentaires. Cette accélération serait essentiellement due à l'augmentation du nombre de bénéficiaires d'un contrat d'aide à l'emploi non marchand tandis que les autres secteurs d'activité enregistreraient une hausse à un rythme très proche de celui de 2005.

L'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles a un peu accéléré en 2005 malgré un contexte économique chahuté (+50 000 emplois). Au début de l'année 2006, les créations d'emplois salariés se poursuivraient sur un rythme similaire à celui de la fin 2005, avec une création nette de l'ordre de 25 000 emplois au cours des six premiers mois de l'année.

Parallèlement, l'accroissement de l'offre de travail se maintiendrait en 2006 à un niveau comparable à 2005 : +42 000 personnes en 2005 et +19 000 sur le premier semestre de 2006. Ainsi, le taux de chômage au sens du BIT poursuivrait sa diminution. Il atteindrait 9,2% fin juin 2006.

### **Une montée en pente douce du pouvoir d'achat des ménages ...**

L'amorce de reprise de l'emploi restant timide, c'est l'évolution salariale et la décélération des prix qui emmènent l'accélération modérée mais régulière du pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages : il a augmenté de 1,8% en 2005 après 1,6% en 2004, et en milieu d'année son acquis de croissance atteindrait déjà 2,1%.

En effet, au premier semestre de 2006, les évolutions des diverses composantes du revenu iraient toutes dans le même sens : les impôts versés par les ménages progresseraient moins vite, tandis que les dividendes accéléreraient ; les revenus d'activité seraient toujours poussés par le salaire par tête et le redressement de l'EBE des entrepreneurs individuels se poursuivrait.

En outre, comme les évolutions des prix de l'énergie continuent de dicter le profil de l'inflation, le glissement annuel de l'indice d'ensemble s'inscrirait en baisse après un tout début d'année marqué par la conjonction défavorable d'un regain des prix de l'énergie et d'un effet de base consécutif aux baisses exceptionnelles enregistrées en janvier 2005 : l'inflation s'établirait à 1,6% en juin 2006.

### **... qui ancre la progression de la consommation et de l'investissement des ménages sur des rythmes fermes**

Le profil erratique des dépenses des ménages se lisse progressivement. L'anticipation d'une correction au quatrième trimestre a d'ailleurs été démentie : les dépenses de consommation des ménages ont augmenté de 0,7% au quatrième trimestre de 2005, comme au troisième trimestre, avec un rythme de croissance des dépenses en services nettement supérieur à celui de la consommation en biens. Début 2006, la progression de la consommation des ménages devrait suivre celle du pouvoir d'achat, autour de 0,7% par trimestre.

A cette bonne orientation de la demande privée viendrait s'ajouter la reprise de la progression des dépenses individualisables des administrations publiques.

Autre facteur accélérateur : au vu des dernières mises en chantier, l'investissement logement retrouverait pour les deux premiers trimestres de 2006 le dynamisme dont il avait fait preuve au premier semestre de l'année 2005, soit un rythme de croissance de +0,8% puis +0,9%.

## Les trois visages de l'économie française : une industrie fragile, un commerce et des services porteurs et une construction très solide

Au quatrième trimestre de 2005, la production de l'ensemble des branches a de nouveau fléchi (+0,2% après +0,7%), du fait du repli de la production manufacturière (-0,5%). Ce repli est surprenant au regard des signaux globalement positifs délivrés par les enquêtes de conjoncture : l'indicateur synthétique du climat des affaires est en hausse quasi continue depuis le second semestre de 2005, tandis que l'indicateur de retournement suggère une phase d'expansion. Ce décalage entre enquêtes industrielles et production effective rend délicate l'utilisation des outils habituels. Toutefois, l'amélioration escomptée du commerce extérieur amène à anticiper un rebond de la production manufacturière à +0,9% au premier trimestre, qui reviendrait à +0,5% ensuite.

L'activité serait en outre toujours clairement soutenue dans les branches non industrielles. La production du commerce bénéficierait du ressort de la consommation des ménages, progressant sur un

rythme de l'ordre de 0,7% à 0,9% par trimestre. Pour les mêmes raisons, la production de services marchands s'inscrirait sur un rythme constant d'évolution de l'ordre de 0,6% par trimestre. Par ailleurs, une nouvelle accélération dans la construction est anticipée (cf. dossier p.17 « Analyse de la conjoncture du bâtiment depuis 1980 et construction d'un indicateur de retournement »), en lien avec une demande des ménages toujours forte et le rebond attendu des travaux publics.

La branche agricole serait affectée par des perturbations liées à la grippe aviaire, dont l'impact global serait toutefois très limité (cf. encadré p.114 : « Une première estimation des effets économiques de la grippe aviaire en France (cantonnée aux animaux) »).

Au total, la production de l'ensemble des branches serait plus dynamique en ce début d'année et progresserait de 0,7% par trimestre jusqu'à la mi-2006. La croissance trimestrielle du PIB rejoindrait 0,6% au premier trimestre de 2006, puis 0,5% au printemps, affichant un acquis de croissance de 1,5% en milieu d'année. ■

## ENCADRÉ : ÉLÉMENTS D'INTERPRÉTATION DU DYNAMISME DES IMPORTATIONS EN PRODUITS MANUFACTURÉS EN 2005

Les premiers résultats des comptes trimestriels du quatrième trimestre 2005 indiquent une évolution très dynamique des importations en produits manufacturés en France l'an passé, avec une croissance en moyenne annuelle de 7,5 % (après 6,9 % en 2004) et un glissement semestriel au second semestre de 7 %.

Cette importante expansion des importations - conjuguée à la relative faiblesse des exportations - se solde par une contribution négative du commerce extérieur à la croissance du PIB, de -1,0 point en 2005 après -1,1 point en 2004.

Ces évolutions interviennent alors que la production manufacturière française traverse une phase de fragilité depuis un an, enregistrant même un repli de -0,5 % au dernier trimestre 2005.

L'hypothèse d'une pénétration accrue de la demande intérieure (et notamment de la consommation des ménages) par les importations, au détriment de la production nationale, a été avancée comme explication de la faiblesse conjoncturelle du quatrième trimestre 2005. Pour autant, cette interprétation ne semble pas validée par les éléments empiriques disponibles.

### En 2005, seul le contenu en importations de la demande des entreprises se redresse significativement, sans modifier le contenu en importations de la demande finale.

Le dynamisme des importations l'an passé pourrait résulter du rôle particulier de l'un des postes de la demande finale. En effet, le lien entre importations et demande intérieure en produits manufacturés peut dépendre fortement du type de demande considérée, suivant qu'elle émane, par exemple, des ménages ou des entreprises. Afin d'explorer cette hypothèse, le contenu en importations des différents postes de la demande finale a été évalué, en distinguant la contribution de chaque secteur institutionnel (cf. graphique 1).

Contrairement à l'intuition, il n'apparaît pas, sur la période récente, de déformation particulière du contenu en importations de la demande finale globale. A un niveau plus

fin, seul le contenu en importations de la demande des entreprises augmente significativement (passant de 27,7 % en 2004 à 29,9 % en 2005). Ce redressement n'est sensible ni sur la demande des ménages, ni sur les exportations.

Ainsi, l'accélération de la demande des entreprises en biens d'équipement et en biens intermédiaires serait le principal moteur de la dynamique des importations en 2005.

### Une modélisation traditionnelle des importations en produits manufacturés ne met pas en évidence d'évolution anormalement élevée en 2005

L'absence de singularité de l'évolution des importations en 2005 suggérée par la stabilité du contenu en importations de la demande globale semble corroborée par la modélisation des évolutions des importations en produits manufacturés à l'aide de ses déterminants traditionnels.

Notamment, la combinaison de la vigoureuse dynamique de la demande intérieure, des pertes de compétitivité-prix sur le marché intérieur et de l'ouverture tendancielle des marchés rend compte d'une croissance d'au moins 6 % des importations en produits manufacturés en 2005.

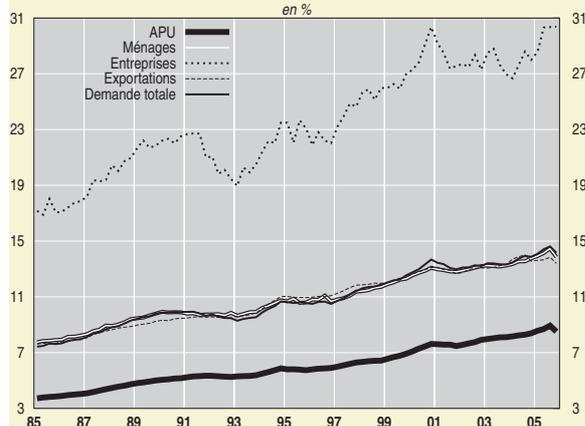
La modélisation souligne surtout l'influence des pertes de compétitivité-prix sur le marché intérieur dans la dynamique des importations en produits manufacturés depuis 2001.

### La perte globale de compétitivité-prix à l'importation de la France, tendancielle mais contrastée sectoriellement, peut relever de facteurs explicatifs multiples

Des pertes de compétitivité-prix à l'importation sont en effet enregistrées depuis 5 ans. Le ratio « prix des importations sur prix de la demande intérieure » diminue d'environ 2,5 % par an. La perte de compétitivité-prix à l'importation contribuerait en moyenne à hauteur de 1,6 point par an à la croissance des importations manufacturières depuis 2000.

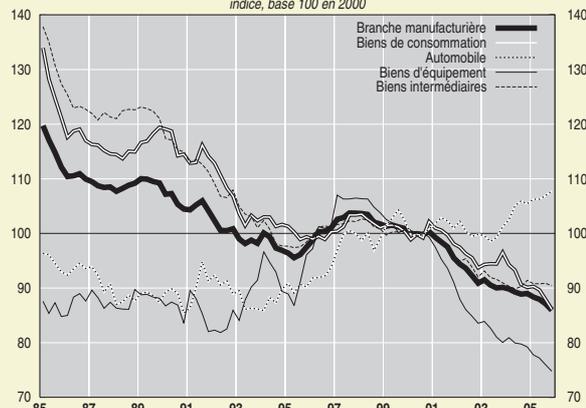
1

**CONTENU EN IMPORTATIONS MANUFACTURÉES DES POSTES DE LA DEMANDE FINALE**



2

**ÉVOLUTION DE LA COMPÉTITIVITÉ À L'IMPORTATION**



**Pour autant, aucune accélération du phénomène n'est perceptible en 2005.** Les pertes de compétitivité-prix à l'importation sont certes élevées (-2,1 %), mais elles s'inscrivent dans la tendance des 5 dernières années.

L'évolution de la compétitivité-prix à l'importation apparaît toutefois très contrastée selon les sous-branches de production manufacturière. Ainsi, le secteur automobile aurait plutôt eu tendance à gagner de la compétitivité-prix à l'importation depuis 5 ans, autrement dit les prix sur le marché intérieur de ce secteur auraient évolué moins rapidement que les prix des importations. Au contraire les pertes de compétitivité-prix à l'importation des biens d'équipement sont deux fois plus rapides que celle de la

branche globale. Les pertes de compétitivité-prix à l'importation des biens de consommation s'inscrivent, quant à eux, dans la tendance moyenne.

Pour autant, aucune interprétation simple de ces pertes de compétitivité-prix à l'importation n'est possible. Elles peuvent à la fois retracer des limites de mesure statistique des prix du commerce extérieur, des effets de structure de la demande des importations françaises (déformation en faveur de produits peu fabriqués en France) ou, plus problématiquement, une évolution défavorable de la compétitivité-coût de la France.

Au total, en dépit des pertes de compétitivité-prix apparentes, **il n'est pas possible, à ce stade, de conclure à une substitution directe des produits français par des produits étrangers importés.** ■